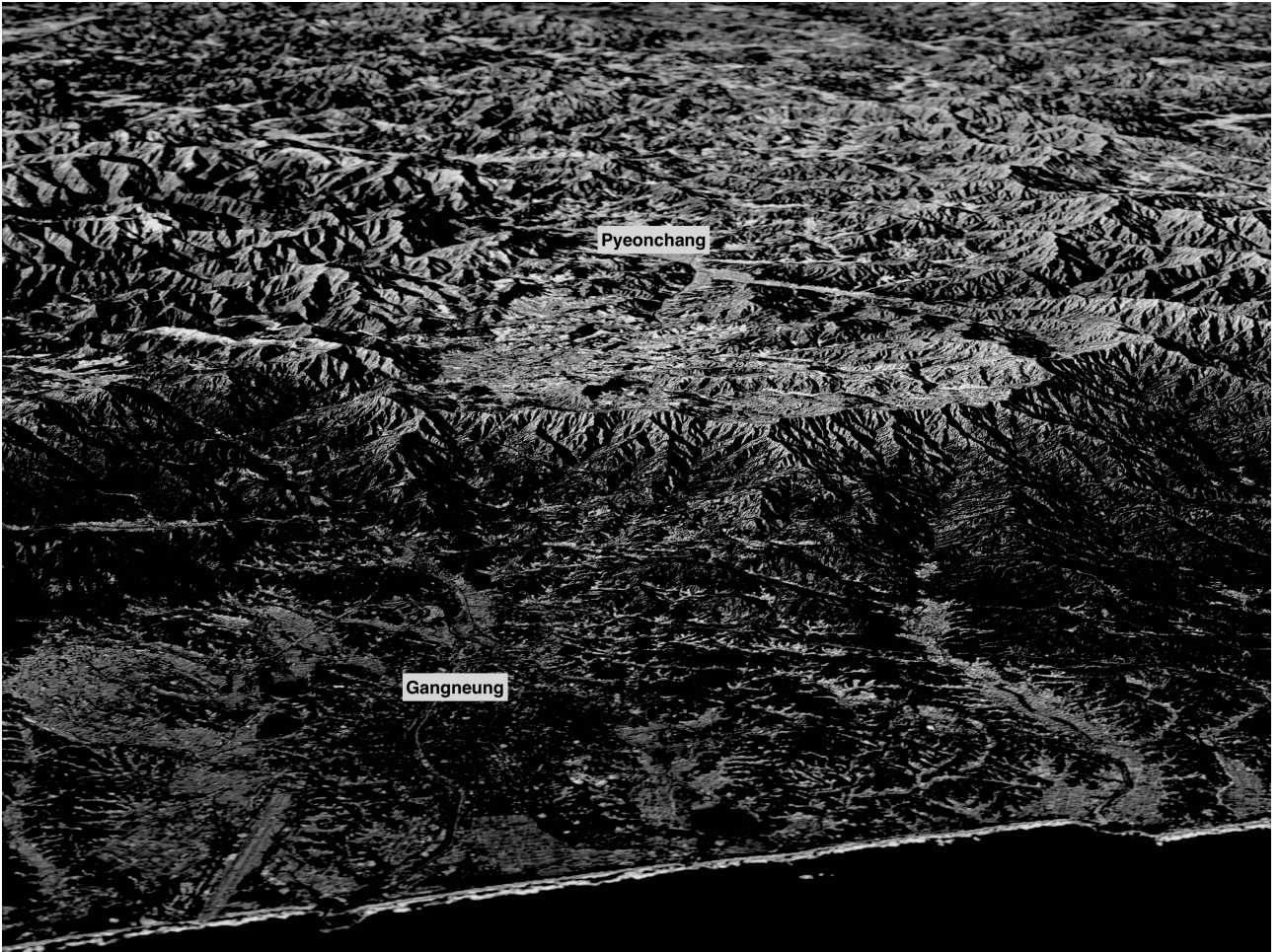




LES JEUX OLYMPIQUES,
LE CAPITALISME DE FÊTE
ET LA RÉPONSE
DES ACTIVISTES

par
Jules Boykoff
(2019)



Les Jeux Olympiques, le Capitalisme de fête et la Réponse des activistes

Jules Boykoff

(traduction d'une conférence donnée en 2019)



Cette traduction n'est pas officielle, elle a été réalisée par des membres de notre collectif avec l'accord de l'auteur. Nous trouvons cet article intéressant pour formuler une critique de l'olympisme. Nous rejoignons l'auteur sur plusieurs de ses constats anticapitalistes. Ce texte montre la "face cachée" du capitalisme de fête, qui instrumentalise notre engouement pour les athlètes olympiques au service d'une machine capitaliste, autoritaire et militarisée. Nous nous revendiquons inscrites et inscrits dans l'héritage des précédentes luttes anti-olympiques à travers le monde. Bonne lecture !

Introduction

De nos jours, les Jeux Olympiques (JO) sont un énorme événement sportif, médiatique et marketing, un festival de l'athlétisme de haut niveau qui bénéficie de l'argent des entreprises et d'une popularité généralisée. Les Jeux de Londres 2012 ont été l'évènement le plus regardé de l'histoire de la télévision États-Unienne (Chozick, 2012). Les Jeux de Rio 2016 ont cumulé presque 200 millions de téléspectateurs et téléspectatrices, alors que seulement 100 millions disposaient d'un signal pour les regarder (Deggans, 2016).

Pourtant, les JO n'ont pas toujours été aussi gigantesques. Quand les Jeux ont été ravivés dans les années 1890, ils étaient totalement différents. La forme moderne des Jeux Olympiques est le fruit de l'aristocrate français, le baron Pierre de Coubertin, qui a travaillé durement à ressortir les Jeux de l'histoire Grecque et les raviver sous une forme nouvelle (Coubertin, 2000). Les JO ont d'abord été très timides, luttant pour trouver une audience. C'est avec l'arrivée de la télévision que les Jeux ont gagné une popularité mondiale qui fut renforcée par les rivalités de la Guerre Froide, le sport devenant un champ de bataille par procuration pour la suprématie globale. Les JO se sont finalement liés au capitalisme d'entreprise, sous l'œil bienveillant du président du Comité International Olympique (CIO) Juan Antonio Samaranch, qui fit prendre un tournant majeur aux Jeux en 1984 pour devenir le business géant que nous connaissons aujourd'hui (Barney, Wenn and Martyn, 2004).

Le Capitalisme de fête

Le tournant eut lieu au milieu des années 80 lorsque le CIO établit “le programme Olympique”, qui devint plus tard « le programme de partenariat mondial » (M’Bodj,1995 ; Chappellet and Kübler-Mabbott, 2008). Cela a tracé la voie à une transformation progressive des JO jusqu’à nos jours, où les marques et les sponsors sont devenus omniprésents dans cet événement.

Un autre moment important pour l’histoire fut les JO de Los Angeles 1984 : les premiers Jeux que l’on connaît à fonctionner de manière entièrement capitaliste. Les Jeux de LA ont été les premiers à être largement sponsorisés par le secteur privé (Ueberroth, Levi and Quinn, 1985). Ils ont généré un profit bien connu de 222 millions de dollars, qui ne prend toutefois pas en compte le surplus de dépenses publiques dissimulées, comme les infrastructures de transport, la police ou la sécurité.

Cependant, je soutiens que les Jeux de Los Angeles 1984 ne doivent être vus que comme un moment néolibéral dans une histoire plus large des Jeux. Ceux de 1984 et « le programme de partenariat mondial » ont conduit beaucoup de personnes à défendre l’idée selon laquelle les JO représentent le parfait exemple du capitalisme néolibéral (ou néolibéralisme). Le capitalisme néolibéral est défini par la privatisation, la dérégulation et la financiarisation de l’économie. Son idée est de démanteler délibérément l’état de droit social en détruisant les programmes et les principes Keynésiens. Le mantra le plus réitéré du capitalisme néolibéral est : « laissons le marché décider. » (Harvey, 2005).

Toutefois, les JO ne sont pas nécessairement, en eux-mêmes, une affaire néolibérale. Certes, les Jeux Olympiques modernes transpirent le capitalisme néolibéral sur bien des aspects. Les Jeux sont devenus bien plus commerciaux à mesure que les capitaux privés ont pris une place plus importante dans les sponsors, et les entreprises privées de sécurité ont joué un grand rôle comme police des Jeux. Cependant, plutôt que de les privatiser, c’est le public qui paye pour une grande majorité des coûts olympiques. De plus, les sponsors partenaires tiennent une position privilégiée dans l’obtention des futurs contrats : ce n’est pas le marché qui décide. Plutôt que la dérégulation néolibérale, nous obtenons un régime rigoureux de règles et de régulations provenant du CIO (Comité International Olympique). Et plutôt que la financiarisation économique, où des fonds fictifs sont détournés dans des configurations abstraites, nous obtenons la dette publique et ses calendriers strict de remboursement. En fait, les JO sont un parfait exemple du capitalisme de fête, une forme spécifique du capitalisme, qui de bien des manières va à l’encontre de l’air du temps néolibéral.

Pour comprendre le capitalisme de fête, nous devons d’abord faire appel au concept de Naomi Klein de « capitalisme du désastre ». Dans *La stratégie du choc : la montée d’un capitalisme du désastre*, Naomi Klein explique comment le néolibéralisme capitalise sur la catastrophe. Avec le « capitalisme du désastre », le but est d’exploiter le trauma social. Les désastres comme les guerres, les ouragans, les coups d’états militaires, les violences terroristes et les crises économiques sévères suscitent des états de choc collectif, qui peuvent adoucir les citoyens et les amener à faire des concessions majeures. À la suite du désastre, les capitalistes font équipe avec leurs collaborateurs au gouvernement pour installer des politiques néolibérales basées sur la privatisation et la dérégulation, là où il n’y en avait pas auparavant (Klein, 2007).

En réalité, le capitalisme est un agile changeur de forme et notre époque présente tout un ensemble de capitalismes différents. Les deux dont je vais parler ici sont le capitalisme du désastre et le capitalisme de fête, qui se déroulent tous les deux dans des états d'exception : dûs respectivement à une catastrophe, et une exubérance. Ces deux modes de capitalisme tracent un chemin aux politiciens·nes et leurs·es alliés·es économiques pour faire progresser des politiques qui auraient été impossible à mettre en place en temps normal. Aussi bien le capitalisme du désastre que le capitalisme de fête court-circuitent le processus démocratique (Boykoff, 2013).

Cependant, là où le capitalisme du désastre mène à l'affaiblissement de l'état et à l'installation de politiques néolibérales, le capitalisme de fête déploie les acteurs étatiques comme des partenaires stratégiques, misant sur des partenariats public-privé (plutôt que sur une privatisation totale) comme mode de transactions économique dominant. Typiquement, avec les JO, ces partenariats public-privé sont massivement déséquilibrés : le public paie plus, et assume en dernier lieu les plus gros risques. Le capitalisme du désastre et le capitalisme de fête se complètent l'un l'autre, faisant équipe comme un coup de force dévastateur en deux temps : le capitalisme de fête dégageant un chemin pour le capitalisme du désastre, et vice et versa.

Lorsqu'il s'agit des Jeux Olympiques, le capitalisme de fête présente six éléments essentiels. Premièrement, il prend place durant un moment de "fête" exceptionnelle où les règles normales de la politique peuvent être temporairement suspendues. Deuxièmement, le CIO et les médias de masse s'associent pour créer et diffuser un spectacle politico-économique. Le CIO joue un rôle pivot, chorégraphiant le spectacle et nourrissant les histoires et les images de la machine. Une troisième dimension est la commercialisation festive qui permet de rallier l'appui de la population pour les jeux. Quatrièmement, le capitalisme de fête donne un grand coup de pouce à l'industrie de la sécurité et aux unités de police locale chargées de prévenir le terrorisme, d'empêcher la contestation politique et de sauvegarder le spectacle. La structure sécuritaire construite pour combattre le terrorisme peut ainsi être déployée pour supprimer ou intimider les actes de contestation politique. Cinquièmement, le capitalisme de fête est soutenu par les revendications de bien-être environnemental et social. Dans les années 90, le CIO a ajouté le développement durable comme l'un de ses piliers rhétoriques. Et dernièrement, le capitalisme de fête dépend de la formation de partenariat public-privé qui sont généralement déséquilibrés en faveur des entités privées en termes de montant investi, de bénéfice et de risque.

En résumé : le public paie, le privé profite. Les populations sont nourries par un flot constant de promesse sur la manière dont les Jeux Olympiques apporteront un boom économique, alors même que des économistes indépendants ont régulièrement démontré, que ce n'était tout simplement pas le cas. (Baade and Matheson, 2002 ; Hiller, 2007).

Le Capitalisme de fête en action :

Le capitalisme de fête présente six caractéristiques principales, mais prend des formes distinctives suivant le contexte politique et historique. Je vais maintenant m'attarder sur comment le capitalisme de fête a pris place dans les Jeux d'hiver de Vancouver 2010, les Jeux d'été de Londres 2012, de Sotchi 2014 en Russie, et de Rio 2016 au Brésil. Durant mon exposé, j'examinerai comment le capitalisme de fête des JO a généré une opposition politique dans les villes hôtes. Je conclurai en parlant de comment le capitalisme de fête se retrouve dans les JO de Tokyo 2020 (-2021).



Les JO d'hiver de Vancouver 2010 :

Les promoteurs de Vancouver ont fait leur la formule financière du capitalisme de fête : sous-estimer les coûts, surestimer les profits. Cela n'a pas été une surprise, puisque les poids-lourds des classes les plus aisées de Vancouver étaient les moteurs de la candidature et comptaient bien en profiter. À l'origine, les estimations les plus larges évaluaient les coûts olympiques à environ 1 milliard de dollars. À la veille des jeux, les coûts avaient augmenté jusqu'à 6 milliards de dollars. La gueule de bois post-olympique passée, les estimations les plus sobres grimperent entre 8 et 10 milliards de dollars. Les promoteurs et promotrices privées avaient échoué à terminer à temps le Village Olympique, l'État a été contraint d'intervenir et de payer. Le Village était supposé être la pièce maîtresse du développement apporté par les JO, et un générateur d'argent pour la ville. Au lieu de ça, il a saigné les fonds publics.

Les mesures de sécurité de niveau militaire sont devenues durant les méga-événements sportifs des procédures standards pour les villes hôtes - Vancouver n'a pas fait exception. Dans la candidature olympique de Vancouver, le budget de la sécurité était estimé à 175 millions de dollars, il est finalement monté à plus d'un milliard. Les JO ont incité la formation de l'Unité de Sécurité Intégrée de Vancouver, un ensemble dirigé par la police montée royale canadienne qui comprenait plus d'une vingtaine d'agences de police. Au total, plus de 17 000 agentes et agents de sécurité ont

été mobilisés·es sur ces JO. Plus de 1 000 caméras de surveillance ont été installées avec des capteurs de mouvement. Des hélicoptères et des chasseurs CF-18 Hornet patrouillaient dans les airs, tandis qu'en-dessous des policières et policiers surveillaient les événements et des manifestations anti-JO équipés·es d'armes semi-automatiques. Les agentes et agents de sécurité avaient obtenu une arme de niveau militaire appelée Outil Acoustique de Moyenne Portée (Medium-Range Acoustic Device, or MRAD), et c'est uniquement après la pression exercée par des militantes et militants et des défenseurs et défenseuses des libertés publiques qu'ielles ont été contraints·es de désactiver sa fonction d'arme.

En termes de développement durable, un rapport du Centre pour le Sport et le développement durable de l'université de Colombie Britannique a montré que les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté régulièrement durant la phase de livraison des JO d'hiver de Vancouver 2010, et ont été multiplié par huit durant les Jeux eux même. (VanWynsberghe, Bischel, Gatzeva, Hambrock, Kwan and Lim, 2011). De plus, l'expansion de l'autoroute Sea-to-sky reliant Vancouver à Whistler, passait par Eagleridge Bluffs¹ et mettait en péril la faune et la flore de cet écosystème forestier unique, qui comprenait notamment un peuplement de douglas bien établi et des grenouilles à pattes rouges en voie de disparition (Whitson, 2012). Cette destruction environnementale a suscité l'activisme politique. La plupart des manifestations ont été menées par des militantes et militants des Première Nations. En comparaison avec les autres provinces, les Première Nations en Colombie britannique ont une relation particulière avec le gouvernement. Tandis qu'au travers des autres provinces Canadienne, les autochtones avaient signé des traités avec les colons, en Colombie Britannique de tels traités étaient rares. Dans l'ensemble, les peuples autochtones n'avaient pas cédé les terres sur lesquelles les derniers arrivantes et arrivants colons s'étaient installés. Cette situation unique offrait un levier stratégique aux autochtones du Canada : les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Cette histoire a fait apparaître l'un des slogans anti-JO les plus populaires de Vancouver : « Pas de JO sur la terre natale volée ! ».

En 2006, la militante et aînée des Première nations, Harriet Nahanee a été arrêtée tandis qu'elle protestait contre les dégradations environnementales faite à Eagleridge Bluffs. Malgré son âge, elle a été mise sans ménagement en prison. Tragiquement, Nahanee y a contracté une pneumonie, qui conduit finalement à sa mort en 2007. Sa mémoire continue cependant de perdurer grâce aux militantes et militants qui font constamment référence à elle, et s'inspirent de sa vie et de combats. Des militantes et militants ont fait sensation lorsqu'ielles se sont enfuis·es avec le drapeau olympique géant qui avait été hissé sur l'hôtel de ville. Peu de temps après, un groupe appelé la Société des Combattants Natifs a sorti une photo où trois militantes et militants masqués posent devant le drapeau, tenant une photo de Nahanee.



¹ Eagleridge Bluffs est une partie du Cypress Provincial Park, situé au nord de Vancouver.

Les militantes et militants ont aussi créé des médias alternatifs dynamiques, en particulier le « Vancouver Media Co-op ». Composé de nombreuses et nombreux journalistes citoyens, le VMC a fait tourner la machine des médias radicaux à plein régime, fournissant au public des informations à jour, des œuvres d'art à caractère politique et toutes sortes de nouvelles qui ne pouvaient être imprimées dans les médias mainstream. Le VMC a constamment inventé des versions alternatives des JO et produit deux vidéos pour la télé et la radio internationale « Democracy Now ! ». Dans une action qui devint connue sous le nom du Village des Tentes Olympique, les activistes prirent le contrôle d'un espace stratégique et très visible, qui avait été loué aux pontes des JO comme parking durant les jeux. Les activistes y ont planté au final plus d'une centaine de tentes. En entrant dans le Village des Tentes, on découvrait un feu sacré allumé par des anciennes et anciens aborigènes. Un autre feu brûlait aussi à l'arrière du terrain remplissant l'espace avec de la musique, des ateliers et des sessions de partage de connaissances. Le collectif Food Not Bombs ramenait de la nourriture et des militants de Streams of Justice (un groupe de justice sociale chrétien) et *Van.Act !* (une excroissance des étudiantes et étudiants de Pour une Société démocratique de l'Université de la Colombie-Britannique) apportaient leur aide pour la logistique. Grâce à cette action, approximativement 85 personnes ont trouvé un logement par l'intermédiaire de la ville de Vancouver et de l'agence d'État BC Housing.

Il eut aussi des actions plus militantes. Lors de la Heart Attack March, une marche conçue pour « obstruer les artères du capitalisme », des militantes et militants utilisant des tactiques de black bloc ont rompu avec la marche prévue et utilisé des boîtes de journaux et des chaises en métal pour briser les vitres des entreprises comme la Compagnie de la Baie d'Hudson. Ce qui a déclenché en interne d'intenses discussions sur les tactiques et les stratégies.

Les JO d'été de Londres 2012 :

La candidature de Londres a estimé le coût total des JO à 3,8 milliards de dollars. Mais dès 2007, celui-ci avait gonflé jusqu'à 15 milliards. L'activiste Julian Cheyne a mené une estimation indépendante qui estimait le vrai coût total à 21 milliards. Une investigation de Sky Sports² a calculé, elle-même que le prix devait être autour de 38 milliards. Le maire de Londres de l'époque Boris Johnson se plaignit alors des « marchandes et marchands de malheurs » qui s'entêtaient sur des questions économiques. Pendant tout ce temps, les promoteurs et promotrices des JO ont sciemment ignoré un rapport officiel du gouvernement selon lequel l'accueil d'un méga événement sportif semble être d'avantage lié à une fête qu'à des retombées économiques. Le sujet du public qui paie les cautions du privé s'est cristallisé dans la construction du Village Olympique, où les athlètes furent logés·es durant les Jeux. Le Village Olympique devait à la base être financé par un promoteur privé, mais la crise économique de 2008 et le resserrement du crédit qui en résulta a conduit les capitaux privés à abandonner le projet, laissant le gouvernement britannique dans l'embarras. Au printemps 2009, les organisateurs et organisatrices Olympiques furent forcés·es d'admettre que le Village aller être entièrement nationalisé, en d'autres termes : payé par les contribuables britanniques. Les organisateurs et organisatrices de Londres ont fini par vendre le Village à la société immobilière de la famille royale du Qatar avec une perte fiscale de £275 millions.

² Sky Sports est un groupe de chaîne de télévision spécialisé dans le sport.



D'importantes sommes d'argent ont aussi été dépensées pour militariser l'espace public. Le ministre de la défense a posé des missiles sol-air Rapier et Starstreak à divers endroits de Londres, y compris au sommet d'appartements dans des quartiers résidentiels. Durant les jeux, l'espace aérien de la ville a été quadrillé par des jets de combat Typhoon et des hélicoptères Puma, rempli de tireurs d'élites qui avaient l'autorisation d'utiliser de la force létale. La police métropolitaine a acquis plus de 10 000 balles en plastique et construit des stations mobiles pour faciliter des déploiements rapides. La BBC rapporta que la sécurité des JO obtint un Outil Acoustique de longue portée (Long Range Acoustic Device LRAD), une arme militaire testée dans les zones de guerre et le grand frère du MRAD utilisé à Vancouver. En outre, plus de 18 000 membres du personnel militaire ont dû surveiller les sites des JO, car dans les semaines précédant la cérémonie d'ouverture, la compagnie de sécurité G4S chargée de fournir les contrôleurs et contrôleuses de sacs et autres personnels de sécurité, annonça qu'elle ne pourrait pas respecter ses promesses de 10 000 vigiles. Même la mascotte Olympique ressemblait à une caméra sur pattes. Aussi, au grand dam de beaucoup à Londres, plus de 400 km de voies de circulation V.I.P. ont été réservées non seulement aux athlètes, aux médecins et aux officiels du C.I.O. mais aussi aux entreprises sponsors comme Coca-Cola, McDonald's, Samsung et Visa. Les gens ordinaires n'y étaient pas autorisés. Les organisateurs et organisatrices de Londres 2012 ont lancé quelque chose de nouveau appelé programme de parrainage « partenariats durables », qui inclut des entreprises tels que BP, BMW, BT, Cisco, EDF Energy et GE. Ces mécénats d'entreprises douteux ont donné lieu à une action militante innovante : la campagne les Greenwash Gold, qui se concentra sur BP, Rio Tinto and Dow. Les activistes ont produit trois petits films animés sur ces entreprises en demandant aux gens de voter pour celle qui méritait le mieux la médaille d'or du greenwashing. Les gens ayant encore fraîchement en tête le désastre pétrolier de la station Deepwater Horizon le long de côte du Golf, BP fut la cible privilégiée (Boykoff, 2014).

Une semaine avant la cérémonie d'ouverture de Londres 2012, des militantes et militants de la campagne des Greenwash Gold se sont rendus sur Trafalgar Square pour remettre discerner les récompenses d'or, d'argent et de bronze pour au greenwashing d'entreprises. Alors que des fausses et faux représentants des sponsors olympiques tels que Rio Tinto, BP et Dow se tenaient sur le stand pour recevoir leurs médailles, elles furent aspergés-es de crème pâtissière verte citron symbolisant le greenwashing. La police a débarqué immédiatement et arrêté sept participantes et participants sur « suspicion de dommage criminel », apparemment pour avoir aspergé le parc public de crème pâtissière. Aucun·e des militants·es n'a finalement été inculpé·e. Cependant les conditions de leurs cautions ont restreint leur mouvement, les empêchant de participer à d'autres manifestation durant les Jeux. Au final, les officiels les abandonnèrent l'affaire juste avant que les militantes et militants ne soient inculpés, mais les conditions de libération sous caution avaient fait le travail en les éloignant de la plupart des sites liés aux Jeux Olympiques.

Les JO d'hiver de Sotchi 2014 :

Les Jeux étaient le projet personnel du président russe Vladimir Poutine. Il a joué un rôle vital dans l'obtention de la candidature de la Russie et voyait les Jeux (au même titre que la Coupe du Monde de Football 2018 que la Russie accueille aussi) comme une chance pour la Russie de briller sur la scène mondiale. Il a néanmoins gagné une attention médiatique négative, lorsqu'il promulgua une loi homophobe durant l'été 2013. Ne laissez pas les gants arc-en-ciel de Sotchi 2014 vous tromper. La loi russe interdit « *la propagande de toute relation non-traditionnelle auprès des mineurs* ». Les contrevenantes et contrevenants russes sont sujet à de lourdes amendes, tandis que les ressortissantes et ressortissants étrangers peuvent être expulsés par la force après avoir été détenus pendant deux semaines. Le vote de cette loi a provoqué des manifestations un peu partout dans le monde et de nombreux athlètes Olympiques prirent la parole pour la dénoncer.

De manière plus discrète, le capitalisme de fête a progressé rapidement à Sotchi, prenant des caractéristiques typiquement russes. Le dossier de candidature de Sotchi prévoyait initialement que le coût des JO serait de 10,3 milliards de dollars, mais le prix des cinq anneaux grimpa jusqu'à 51 milliards, ce qui en fait les Jeux les plus chers de tous les temps, et même plus que tous les Jeux Olympiques d'hiver précédents réunis. Les partenariats public-privé ont pris aussi des formes "russes". C'est principalement l'État russe qui a renforcé le financement des JO. Les capitalistes russes qui avaient capitalisé sur les bacchanales oligarchiques durant les années Eltsine ont été autorisés-es à garder leurs milliards à condition qu'elles fournissent des millions pour financer les Jeux. En tant que tel, l'investissement privé - qui à première vue paraît substantiel - est trompeur. Le but des contributions privées n'était pas tant de générer des profits, que d'attirer les entreprises auprès du gouvernement fédéral. Un exemple d'un oligarque important qui a investi dans les JO est Vladimir Potanine. Potanine, qui dirige une grosse compagnie métallurgique (Norilsk Nickel) commença à construire sa station de ski Roza Khutor avant même que Sotchi n'obtienne officiellement les Jeux. Il finança 2,5 milliards de dollars. La corruption à Sotchi était endémique. On estime que la somme gigantesque de 30 milliards de dollars de dépenses olympiques a été perdue à cause de la corruption. Une route reliant les différents sites Olympique de Sotchi a coûté 200 millions de dollars par kilomètre.



Le gouvernement russe déclara 2013 comme étant « l'année de l'environnement » et le CIO annonça que Coca-Cola, un partenaire international de longue date des JO, recevrait un « prix de durabilité » pour son travail dans la région de la Mer Noire et que Dow serait « partenaire officiel en charbon » chargé de minimiser l'empreinte carbone de Sotchi 2014. Néanmoins, en 2010 Greenpeace et WWF rompirent leurs liens avec l'entreprise de construction publique russe Olympstroï, les ONG l'accusant de déverser des métaux lourds et des déchets industriels dans l'environnement. En 2009, le groupe russe Environmental Watch on North Caucasus porta plainte contre le géant du gaz naturel Gazprom, l'accusant de détruire une réserve naturelle protégée dans le but de construire une route connectant Sotchi au complexe olympique de ski. Quelques années plus tard, en février 2013, le groupe a publié une déclaration ouverte au CIO affirmant que la déforestation et le rejet d'effluents toxiques a dégradé le paysage naturel dans la région de Sotchi. En décembre 2013, l'un des leaders du groupe (critique virulent des JO) fut condamné à une peine suspecte de trois ans de prison pour « destruction de bien ». À l'approche des JO, la Russie a adopté toute une série de lois pour étouffer la contestation. Une loi exige que les ONGs « politiquement actives » qui reçoivent des fonds d'ailleurs que la Russie doivent s'enregistrer comme « agent étranger ». Une autre loi présente une vague définition de la « haute trahison » qui selon les défenseurs et défenseuses des libertés publiques pourrait être appliquée à n'importe quel·le russe collaborant avec des groupes étrangers (particulièrement les militantes et militants politiques). En août 2013, Poutine a voté un décret bannissant entre le 7 janvier et le 21 mars à Sotchi, toute manifestation, marche ou rassemblement qui seraient contre les JO, créant un délai d'un mois avant et après les Jeux. Il annonça qu'il y aurait des « zones de manifestation » mais la plus proche était à des kilomètres du moindre site Olympique (Human Rights Watch, 2013).

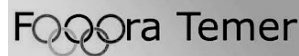
Les manifestations ont été extrêmement rares en Russie durant les Jeux, même si les Circassiens organisèrent des manifestations tout autour du monde. Les Circassiens ont été brutalement réprimés 150 ans plutôt dans les mêmes montagnes où se déroulaient les JO de 2014. De nombreux historiennes et historiens désignent leur répression comme un génocide (Light, 2012).

Les JO d'été de Rio 2016 :

Comme avec les précédents épisodes de capitalisme de fête dans le contexte des Jeux Olympique, le coût des JO de Rio explosa, passant d'une estimation de 10 milliards à ce que des économistes crédibles estiment atteindre les 20 milliards. La récente procédure de destitution de la présidente Dilma Rousseff attira l'attention politique loin des JO, ce qui bénéficia à des personnes tel que le maire de Rio Eduardo Paes, qui tenta d'utiliser les JO comme un tremplin pour sa carrière politique.

De nombreuses personnes à Rio n'étaient cependant pas aussi enthousiastes à propos des Jeux. Notamment les approximativement 77 000 personnes qui ont été déplacées pour Rio 2016, incluant des habitants des favelas comme Vila Autódromo, un petit quartier de travailleurs et travailleuses proche de la lagune de Jacarepaguá au bord de Barra da Tijuca, un espace de la zone ouest de Rio qui servirait de plaque tournante pour les sites Olympiques. Les habitantes et habitants de Vila Autódromo ont été écrasés par les JO. À l'origine, plus de 600 familles y vivaient, mais lorsque les Jeux sont finalement arrivés, il n'en restait plus qu'une vingtaine, et ce après une longue

bataille politique avec la ville (Zirin and Boykoff, 2016). Tandis que les pauvres étaient marginalisés·es et déplacés·es, l'élite économique et politique du pays se fit de l'argent grâce aux Jeux (par exemple, des personnes comme Carlos Carvalho de Carvalho Hosken, la firme responsable de la construction du Village Olympique). Malgré les grandes promesses du dossier de candidature sur le nettoyage de l'eau dans des endroits comme la baie de Guanabara, cela n'arriva jamais. Les Jeux de Rio sont sans doute le méga-événement le plus greenwashé de l'histoire (Boykoff and Mascarenhas, 2016).



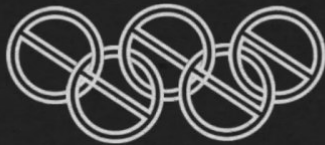
Fora Temer

Les JO suscitèrent des protestations à travers tout le spectre politique, incluant même une riposte du Comitê Popular da Copa do Mundo e das Olimpíadas. Les médias internationaux vinrent sur place pour surveiller les manifestations, les fausses promesses et les pratiques policières. Le jour de la cérémonie d'ouverture, les mouvements de contestation ont organisé deux grandes mobilisations qui faisaient le lien entre les JO et les controverses politiques plus larges du Brésil, et mettant le gouvernement au défi de dépenser autant d'argent dans les JO plutôt que dans les politiques de santé et d'éducation, alors que les besoins de base n'étaient pas satisfaits. Les organisateurs et organisatrices des groupes Brasil Popular, Esquerda Socialista, and Povo Sem Medo lancèrent une forte mobilisation de plus de 15 000 personnes le long de Copacabana, qui fit dévier la route du relais de la flamme olympique. Cet après-midi-là, les militantes et militants du Comitê Popular da Copa e das Olimpíadas (le Comitê Populaire de la Coupe du Monde et des Jeux Olympiques) organisèrent un rallie du nom de Jogos da Exclusão (les Jeux de l'Exclusion) à Praça Sáenz Peña, une place publique à proximité du stade sacré du Maracanã.

Les Jeux de Rio furent bâtis en plein milieu de la pire crise économique qu'a connu le Brésil depuis la Grande Dépression et d'une crise politique qui a culminé avec la procédure de destitution de la présidente brésilienne Dilma Rousseff dans le sillage immédiat des JO. La tension politique était palpable durant la cérémonie d'ouverture des JO au Maracanã Stadium. Quand le président par intérim Michel Temer annonça l'ouverture des Jeux Olympiques d'été de Rio 2016, prononçant obligatoirement les paroles prescrites par la Charte olympique, il fut ouvertement moqué. Même les feux d'artifices marquant le commencement des jeux ne purent couvrir la colère du publique. Les protestations et les chants « Fora Temer » (Temer dégage) ont continué bien au-delà de la cérémonie d'ouverture. Le slogan est devenu un incontournable lors des événements sportifs, des fans portant des pancartes "Fora Temer", arborant des t-shirts "Fora Temer" et scandant la devise lapidaire de la dissidence. Le slogan rompait avec la règle n°50 de la charte olympique, certaines manifestants et manifestants furent donc expulsés du stade, mais un juge fédéral brésilien émis ensuite une injonction, interdisant la suppression de la liberté d'expression. La fin de la dictature militaire en 1985 était trop récente dans les mémoires pour laisser une force quasi-autoritaire imposer des restrictions sur la liberté de parole. L'incident créa une tension avec les officiels·les des JO qui, vers la fin, laissèrent les manifestations contre l'intérim présidentiel se dérouler sans appliquer la règle 50. Le mouvement militant à Rio de Janeiro profita du projecteur des médias internationaux sur les Jeux pour protester contre les déplacements forcés. Ce fut la contre-attaque de Vila Autódromo. À la

CANCEL THE

OLYMPICS!



#NOlympicsAnywhere

moitié des JO, la communauté célébra sa ténacité ainsi que sa capacité à mener une bataille de pouvoir asymétrique et à la gagner. Au milieu des festivités, une centaine de militantes et militants se sont retirés pour se rendre dans la zone du stade Olympique brandissant de grandes banderoles de protestation indiquant Jogos da Exclusão (les Jeux de l'Exclusion), «#CalamidadeOlímpica » (#CalamitéOlympique) et « Terrorista É o Estado » (l'Etat est Terroriste) (Zirin and Boykoff, 2016).

Les Jeux de Tokyo 2020 :

Quand le Comité International Olympique désigna Tokyo pour les JO de 2020 en 2013, son président Jacques Rogge parlait de la ville comme d'un endroit sûr. L'argument selon lequel Tokyo serait une ville hôte fiable aida la ville à battre ses rivales Istanbul et Madrid, même si le Japon venait tout juste de subir en 2011 un tremblement de terre et un tsunami dévastateurs qui ont mené à la catastrophe environnementale de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi (Whiteside, 2013). L'effondrement de Fukushima a longtemps été l'éléphant radioactif dans la pièce Olympique. Le désastre était définitivement dans l'esprit des membres du CIO le jour du vote. Après tout, Tokyo ne se trouve qu'à 240 km du site de la tragédie. Le premier ministre Japonais Shinzo Abe affronta la situation de front dans ses commentaires de présentation de la ville « Certains peuvent avoir des inquiétudes concernant Fukushima » dit-il. « Laissez-moi vous assurer que la situation est sous contrôle. Cela n'a jamais fait et ne fera jamais aucun dommage à Tokyo. » (Whiteside, 2013).



OLYMPIC GAMES TOKYO 2020

Pendant ce temps, chez nous, la vision des choses n'était pas si optimistes. Les récits de première main de chercheurs et chercheuses en écologie marine et de résidentes et résidents locaux contredirent fermement l'affirmation du Premier Ministre, selon laquelle l'eau radioactive jaillissant de la centrale de Fukushima était contenue dans le port de la station atomique (Yogeshwar, 2014; Hobson and Dewit, 2013). Cette information s'est largement propagée. Récemment, l'ancien Premier Ministre Japonais Junichiro Koizumi a ouvertement annoncé lors d'une conférence de presse, donnée le même jour que la cérémonie d'ouverture des Jeux Paralympique « *La remarque de monsieur Abe, sur la situation étant sous contrôle est un mensonge.* » (Sieg and Lim, 2016). Des critiques sérieuses ont contesté l'affirmation selon laquelle Fukushima ne pourrait pas affecter la métropole de Tokyo (Victoria, 2015). Une étude scientifique a révélé que les niveaux de radioactivité de Fukushima sont 2 à 4 fois plus élevés que ceux de Tchernobyl. De plus, les cas de cancer de la thyroïde chez les enfants de Fukushima ont augmenté (Katsuma, 2015). Gavan McCormack écrivit dans le journal Jacobin que « le cœur d'au moins un des réacteurs est toujours manquant, tandis que la radioactivité de celui-ci et des autres cœurs fondus continuent de se propager dans l'air, le sol et la mer (McCormack, 2016). De plus, même si les réacteurs nucléaires de Fukushima ont été renforcés pour résister à un séisme de magnitude 6,5, les sismologues pensent que dans les trente prochaines années, la zone côtière du sud-ouest du Japon a 70% de chance d'être

frappée d'un tremblement de terre de magnitude 8 ou 9 (Flynn and Kuwako, 2016). En résumé, les choses ne semblaient guère « sous contrôle », comme Abe l'avait promis aux comités Olympiques en 2013. Néanmoins, le ministre Olympique au Japon a suggéré récemment d'accueillir pour les Jeux de 2020, la compétition de baseball et de softball dans la préfecture de Fukushima (Olympics Minister Backs Fukushima as Host Venue for 2020, 2016). Le spectacle Olympique semble l'emporter sur la sécurité publique, ainsi que sur la santé des athlètes. Abe continua de couvrir le problème au JO de Rio 2016 où il s'habilla en Super Mario pour la cérémonie de clôture des JO (Why Japanese PM Shinzo Abe Was Dressed as Super Mario in Rio, 2016).

Les problèmes de Tokyo 2020 ne s'arrêtent pas là. Les organisateurs et organisatrices des JO de Tokyo sont sur le point de dépasser trois fois leur budget (McCurry, 2016). Une partie du problème vient du fait que Tokyo 2020 a fait appel au service de la célèbre architecte Zaha Hadid, qui a conçu un stade élégant mais coûteux, dont le montant a grimpé jusqu'à 2 milliards. À mesure que la pression montait, y compris de la part du Premier Ministre, Hadid retira ses plans, mais les négociations avec un partenaire de construction national se trouvèrent bloquées, et c'est finalement l'architecte japonais Kengo Kuma qui s'en chargea, avec des plans qui coûtèrent moins de la moitié des plans originaux de Hadid. (Rogers, 2016). Mais mêmes les nouveaux plans subirent des critiques quand le concepteur oublia de prévoir un espace pour le chaudron Olympique. Le chaudron, qui garde la flamme Olympique pendant toute la durée des jeux ne peut pas être placé n'importe où. L'intérieur du stade doit être construit en bois et les Japonais ont des réglementations strictes en matière de sécurité incendie (2020 Olympics Organizers Again Misfire with Cauldron Conundrum, 2016). De plus, les médias ont révélé qu'une partie du bois du le stade a été illégalement abattu en Malaisie (Waldron, 2017). Avec autant d'argent passant à travers la machine Olympique, celle-ci est voué à être huilée par la corruption. En mai 2016, le Guardian a révélé que le comité de candidature de Tokyo 2020 avait effectué un paiement suspicieux et clandestin de 1,3 million d'euros sur un compte "Black Tidings" lié à Papa Massata Diack, le fils de Lamine, ancien directeur de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme. Diack qui lui-même faisait l'objet d'une enquête pour corruption. Le paiement de sept chiffres de Tokyo 2020 s'est produit pendant le processus d'appel d'offres. Le Guardian a reporté que « le premier paiement de 950 000 dollars a été fait pour un contrat avec Black Tidings qui courait du 1^{er} juillet au 30 septembre 2013 pour des activités de consultations et de lobbying. D'après Tsunekazu Takeda, le président du comité Olympique Japonais, qui est aussi un membre du CIO, « le second contrat valait 1, 375 millions de dollars, courait du 5 octobre au 30 novembre et incluait des analyses sur les facteurs permettant de gagner la candidature. » Le président du CIO Thomas Bach lâcha « *Bien sûr que ça ne nous fait pas plaisir* », lorsque le journaliste du Guardian Owen Gibson le questionna sur ce qu'il considérait comme être une "crise en spirale" (Gibson, 2016).

Par-dessus tout ça, le premier ministre Shinzo Abe a argumenté en faveur d'une législation de surveillance de grande envergure qui serait sensée aider le pays à affronter « *la grave responsabilité* » d'accueillir les Jeux de Tokyo. (Rich, 2017). Les organisateurs·trices et les politiciens·nes semblent utiliser les Jeux pour faire passer des lois qu'elles n'auraient pas été capables de passer durant des temps politiques normaux. En résumé, le capitalisme de fête est pleinement à l'œuvre à mesure que Tokyo se prépare à accueillir les JO.

Conclusion

Le politologue John Manley écrit que « *sous le capitalisme... certaines idées sont plus libres et égales que d'autres* » (Manley, 1983) Cela a longtemps été le cas avec la politique et l'économie des Jeux Olympiques. Par le passé, les responsables du CIO pouvaient brandir un lot unique de promesses sur les hausses induites par les JO dans le tourisme, l'emploi et la croissance économique. Mais ces dernières années, ces promesses ont été démystifiées : l'histoire et la recherche ont rattrapé le mythe Olympique. Même Mitt Romney, l'ancien gouverneur du Massachusetts qui a aidé à faire franchir la ligne d'arrivée des Jeux Olympiques de Salt Lake City, qui faisait scandale, a mis en garde contre les Jeux : « Cela n'est pas vraiment une opportunité pour faire de l'argent. » (Clarke, 2013). La franchise de Romney met en évidence un changement remarquable dans la façon dont nous en sommes venus à comprendre les méga-événements sportifs comme les JO au cours de la dernière décennie. Le temps est venu de voir les choses en grand, alors que le grand public est plus que jamais conscient des inconvénients des JO et que le président du CIO, Thomas Bach, semble quelque peu ouvert au changement.

Tandis que nous nous rassemblons pour regarder les prochains JO, rappelons-nous que derrière le spectacle des prouesses athlétiques et de l'harmonie mondiale, règnent une politique intransigeante et une économie brutale. Beaucoup d'entre nous profiterons des Jeux Olympiques en soutenant leurs athlètes préférés. Mais cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas exiger davantage du CIO. Pour que les Jeux Olympiques puissent être enfin à la hauteur de leur rhétorique : « construire un monde meilleur grâce au sport ». Le sociologue Ben Carrington a suggéré à juste titre que « *le sport est lu comme un terrain contesté sur lequel des idéologies concurrentes de domination et de résistance peuvent être tracées. Rien n'est garanti en termes de résultats politiques* » (Carrington, 2010). Cela correspond à une idée du grand critique Stuart Hall qui a dit : « *L'hégémonie n'est jamais éternelle* » (Culture et pouvoir : Interview Stuart Hall, 1997). Changer les principes bien ancrés du capitalisme de fête est un bon point de départ.





PS : Nous ne partageons pas toutes ces conclusions avec l'auteur. Notamment, pour nous il n'y a aucune "exigence" à avoir envers le CIO, qui est une institution capitaliste irréformable dont nous souhaitons la dissolution. Cela notamment car nous connaissons les rapports de force à l'œuvre dans la machine olympique actuelle, et la logique de création de profits démentiels dont il ne se séparera pas de son plein gré. Donc, tant qu'il y aura le CIO pour imposer ses règles, il y aura des saccages. Tant qu'il y aura le CIO, les JO seront une machine à profits pour les plus riches, et une machine à détruire pour les plus pauvres, et pour la nature dans son ensemble. Tant qu'il y aura le CIO, il faudra lui faire sa fête.

Prenons les rues, occupons les stades, surgissons dans les sièges des entreprises partenaires. Organisons la riposte anti-olympique !







J O 2 0 2 4 ?
SACCAGE2024!!
@SACCAGE2024

NOTRE SITE
<https://saccage2024.noblogs.org>

CONTACT
saccage2024@protonmail.com